**Avenant du 8 avril 2022
à la convention de délégation de gestion du 16 juillet 2020
entre le directeur général des étrangers en France et le directeur du numérique
Programme 303 « Immigration et asile »**

NOR : INTV2211954X

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances,

Vu le décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 relatif à la délégation de gestion dans les services de l'Etat ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2013-728 du 12 août 2013 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer ;

Vu le décret n° 2019-994 du 27 septembre 2019 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer ;

Vu l'arrêté du 12 août 2013 portant organisation interne de la direction générale des étrangers en France ;

Vu l'arrêté du 28 janvier 2020 modifiant l'arrêté du 12 août 2013 portant organisation interne de la direction générale des étrangers en France ;

Vu la circulaire du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie n° CD-1166 du 27 mai 2005 relative à la mise en œuvre des délégations de gestion ;

Vu la convention de délégation de gestion du 16 juillet 2020 entre le directeur général des étrangers en France et le directeur du numérique - programme 303 « Immigration et asile ».

Aux termes de la convention de délégation de gestion du 16 juillet 2020, le directeur général des étrangers en France, responsable du programme 303 « Immigration et asile », désigné sous le terme de « délégant », a confié en son nom et pour son compte, au directeur du numérique désigné sous le terme de « délégataire » la gestion des crédits hors-titre 2 positionnés sur l'UO 0303-CSOU-CSI9 dont il faut revoir le périmètre en raison de nouvelles orientations stratégiques.

Les signataires de la convention de délégation de gestion conviennent :

Article 1^{er}

Le premier paragraphe de l'article 1^{er} est rédigé comme suit :

« Conformément à l'article 1 du décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 susvisé, le délégant confie au délégataire, en son nom et pour son compte, dans les conditions précisées ci-après et sous réserve des délégations de signature des agents concernés du service délégataire, l'achat d'équipements matériels ou de services liés au domaine du « sac à dos numérique » ou lié à la transformation numérique de la DGEF par mise à disposition des crédits sur l'unité opérationnelle Chorus : 0303-CSOU-CSI9.

Article 2

Le présent avenant prend effet à la date de sa signature et fera l'objet d'une publication au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Une copie sera communiquée à la contrôleuse budgétaire et comptable ministérielle

Fait à Paris, en deux exemplaires originaux, le 8 avril 2022.

Pour le préfet, directeur général des étrangers en France :

*Le chef du service du pilotage
et des systèmes d'information,*

L. Pacaud

Pour le directeur du numérique :

la sous-directrice des ressources,

V. Séné-Rouquier

Copies :

- Mme la contrôleuse budgétaire et comptable ministérielle
- M. le directeur de la performance et des affaires financières et immobilières